

Extrait du Revue du Mauss permanente

<http://www.journaldumauss.net>

Les sciences sociales doivent-elles encore parler français ?

- Gazette - Débats -

Date de mise en ligne : dimanche 16 mars 2008

Revue du Mauss permanente

Ci-dessous, la présentation par Françoise Gollain - nous la remercions chaleureusement - d'une discussion qui a eu lieu sur le forum internet du MAUSS, née de l'usage grandissant et plus ou moins en voie de normalisation de l'anglais au sein de la communauté scientifique.

Introduction

Foucault, Derrida ou Baudrillard si prisés sur les campus américains auraient-ils dû à tout prix écrire en anglais ?, **s'interroge Alain Caillé**. La réponse est probablement négative *a posteriori*. Quant à celle de savoir s'ils y seraient contraints aujourd'hui &

A DÉBAT SUR LA LANGUE

La langue, milieu de pensée et de création

La langue, avec ses concepts, ses notions, sa syntaxe, son histoire, est en soi une institution qui représente et pense le monde. Toute pensée réfléchie, c'est-à-dire humaine, réside dans une langue, et celle-ci est le premier des mondes communs qui fait une société (bien avant et bien plus que le territoire ou la monnaie).

Par ailleurs, comme langue vivante, c'est-à-dire parlée par le commun des mortels dans son expérience quotidienne de la vie sociale, elle établit une continuité entre la connaissance ordinaire et la connaissance savante dont elle fait un monde commun aux scientifiques et à tous les autres groupes qui profitent de leur travail, **souligne Louis Maïtrier**. Le but principal de l'instruction publique universelle a précisément été de faire bénéficier tous les citoyens de toutes les conditions de cet outil et de pouvoir ainsi tout penser et tout exprimer.

Le français, une langue scientifique

Le français n'est pas, comme presque toutes les autres langues du monde, une langue naturelle et ethnique, c'est une langue artificielle et une des très rares langues scientifiques, et une des plus anciennes **poursuit Louis Maïtrier**. Elle est le produit d'un effort pluriséculaire de construction rationnelle de l'État qui commence avec Charles V qui crée la bibliothèque nationale et commande des traités de synthèse en français sur tous les grands sujets : cuisine, guerre, agriculture, architecture, navigation, droit, etc., d'abord synthèses et actualisation des grands traités antiques, ensuite renouvelés et perfectionnés dans leurs éditions successives. En sorte que tous les arts et toutes les différents domaines d'activités humaines sont exprimés avec les mêmes concepts et en utilisant les mêmes figures de pensée et de style. Avec les Valois, un grand effort de traduction en français de toutes les Suvres antiques est lancé afin de communiquer à la langue française tout leur génie scientifique et politique. Avec François Ier,

surnommé le Père des lettres, sont créés le Collège de France (pour enseigner et traduire tout le corpus littéraire d'hébreux, de grec, de syriaque, etc.), l'imprimerie royale (qui vient d'être détruite sans aucune protestation des universitaires français) pour imprimer tous ces traités dans des éditions bilingues princeps, le dépôt légal (qui fait de la bibliothèque nationale la collection d'imprimés la plus ancienne et la plus large du monde). C'est alors que l'Édit de Villers-Cotteret fait du français la langue officielle en France. Par la suite, un travail considérable est fait sur la langue dans des académies privées comme celui de Mme de Sudéry ou de Mme de Rambouillet ou dans celle qui deviendra l'Académie française avec pour mission d'établir la nomenclature de la langue (dictionnaire), ses usages, ses règles et d'éditer une grammaire qui ne sera jamais vraiment publiée. Ce travail scientifique sur la scientificité d'une langue commune, c'est-à-dire son aptitude à exprimer, et même à révéler par elle-même la vérité, est aussi un des fondements principaux de l'organisation politique démocratique d'un peuple dont le nom franc est devenu synonyme de l'être libre et du parler vrai. Elle s'oppose d'une part aux castes fondant leur domination sur le jargon et l'ésotérisme, d'autre part à la falsification du langage et des mots dont Orwell a montré qu'elle était caractéristique des régimes totalitaires.

Le français est une langue claire, légère, précise, qui permet de rendre avec autant de nuances et de netteté une pensée rationnelle que celle, poétique, d'Oscar Wilde ou de John Ruskin. Il arrive souvent que les traductions en français d'auteurs soient meilleures que celui dans la langue véhiculaire, anglaise ou allemande, dans la quelle ils ont publié. Elle donne à tous ses locuteurs, un accès facile et gratuit au plus large et au plus ancien corpus d'ouvrages philosophiques, scientifiques, techniques, artistiques, romanesque du monde, y compris des dictionnaires et des grammaires dans toutes les langues du monde (essayez de trouver un dictionnaire polonais portugais). Que pèsent, en regard, les misérables communications actuelles, et rapidement périmées, en pharmacologie, en économétrie ou en psychologie, dans des revues destinées à des spécialistes dont le tirage ne dépasse pas quelques centaines d'exemplaires ?

Faire société, et non sécession

Les universitaires français, n'ont pas d'autre travail que celui de défendre, d'améliorer et d'enseigner leur propre langue, **affirme Louis Maïtrier**. Ce n'est pas une question hexagonale, mais d'histoire de l'humanité, de progrès dans les connaissances, et d'universalité et de mise en commun des connaissances. Une science qui ne se pense pas comme une actualisation d'une langue universelle, se met à créer de nouveaux mots qui tiennent lieu d'explications, mais que plus personne ne comprend. Alors, la langue cesse de pouvoir exprimer tous les ordres de phénomènes dans leur richesse et leur complexité, et se divise en jargons professionnels qui morcellent la société en une multitude de groupes ésotériques dont le seul objectif devient d'imposer leurs catégories de pensées aux autres pour pouvoir être compris. Quel rapport avec l'adoption de l'anglais ? C'est que pour ces groupes ésotériques et hyperspécialisés, il y a une tentation de trouver comme seule issue au rétrécissement du monde dans lequel ils se trouvent enfermés, et puisque les autres français ne les comprennent plus, de vouloir refaire société avec les autres humains de la même spécialité en abandonnant leur langue nationale pour adopter un pidgin infralangagier international commun. Si l'anglais en est la base, c'est un anglais rudimentaire réduit à quelques constructions simples, tout le reste étant fait de néologismes et de nombres. C'est donc le projet de quitter l'éducation nationale qui est aujourd'hui proposé aux chercheurs, une sécession d'avec tous les autres groupes professionnels de leurs pays avec lesquels ils n'auront plus de moyen commun de se comprendre et auxquels ils n'apporteront plus rien. C'est déjà un fait avéré que les publications scientifiques universitaires n'ont aucune audience dans les professions comme l'architecture, la marine, l'agriculture, le commerce, la médecine, l'armée, la mécanique, ou l'habillement qui sont obligés de faire leurs propres livres d'histoire, de théorie ou de prospective avec leurs propres éditeurs et leurs propres revues. C'est regrettable, et c'est ce qui fait qu'ils ne peuvent pas participer à leur formation. Les scientifiques n'ont pas d'autre mission que celle d'améliorer la langue comme institution universelle, c'est-à-dire surtout au niveau de la société dont ils font partie et à l'amélioration de laquelle ils sont employés à contribuer.

Autrement dit de rendre leur langue capable de tout dire, et de rendre tout le monde capable de les comprendre : de systématiser le savoir et de le rendre transmissible. Le progrès dans la connaissance n'est que ça, une reformulation qui rend le lecteur plus intelligent. Les plus grands scientifiques ont toujours été de grands vulgarisateurs : tout le monde peut comprendre Hannah Arendt, Evans-Pritchard ou Albert Einstein, et la traduction de leurs livres n'est qu'une simple formalité : ce sont les plus faciles à faire. Mais personne ne comprendra jamais vraiment les déconstructivistes et autres hyperspécialistes, y compris leurs collègues d'une spécialité voisine, y compris et surtout édités en scientifique'globish, c'est-à-dire en langue rudimentaire où tout est sous-entendu.

En bref, **conclut Louis Maïtrier**, ce n'est donc pas la différentiation entre les diverses nations de la terre et leur diversité culturelle et linguistique, qu'il faut abolir, mais, à l'intérieur de chacune d'elle, l'isolement sectaire du monde universitaire et scientifique par rapport au reste de la population.

Contre un anglais approximatif, pour une traduction de qualité

La plupart des communications de *non native speakers* sont aujourd'hui écrites dans un anglais tout à fait approximatif et souvent à la limite de l'incompréhensible par des gens qui maîtrisent très mal cette langue que rien ne prédispose spécialement au discours scientifique. L'anglais y est réduit au plus petit commun dénominateur dans toutes les communications établies entre des locuteurs pour lesquels ce n'est pas une langue maternelle et il finit par devenir la langue la plus sommaire et la plus imprécise, puisqu'elle charrie tous les barbarismes du monde. On utilise, **ajoute Pierre Dumesnil à la remarque de Louis Maïtrier**, ce que Wismann et Judet de la Combe ont appelé une langue de service (par opposition à la langue de culture) c'est-à-dire l'anglais de congrès, celui de Bruxelles (rappelez-vous Delors), de l'ONU, etc. Cela a son utilité (sic), mais les limites d'une telle langue apparaissent très vite hors de la simple dénotation, particulièrement dans les disciplines qui sont les nôtres.

Or, la solution n'est pas que la communauté scientifique tout entière se mette à baragouiner.

Puisqu'il existe un lien essentiel entre milieu langagier et création, l'argument en faveur de l'écriture et la publication en français (ou dans sa langue maternelle quelle qu'elle soit) est parfaitement recevable. Si l'on considère que la langue est un milieu et non un instrument, écrire dans une langue que l'on ne maîtrise pas pleinement, c'est effectivement être en apnée non pas seulement d'expression mais aussi de pensée. Cela est particulièrement vrai pour les disciplines fortement textuelles qui sont les nôtres pour lesquelles l'écriture est une heuristique.

Pourquoi ne pas alors lancer une pétition proposant que les pouvoirs publics - à l'échelle de la francophonie tout entière - de mettre en place un service qui permettrait aux auteurs d'obtenir - contre contribution modique - une traduction en anglais de leurs textes ?, **suggère Paul Jorion**, Ceci vaudrait encouragement public à la vraie traduction faite par des professionnels compétents (**comme le rappelle Pierre Dumesnil**, c'est un métier très difficile et trop peu considéré).

Gageons que s'il existait un service qui permette que les productions en français soient également disponibles dans un anglais correct un grand nombre d'auteurs y auraient recours. Mais comment arbitrer entre la nécessité d'un service qui ne soit pas hors de prix et le fait qu'un texte de qualité mérite une traduction de grande valeur et le travail de traduction est un travail professionnel, difficile à rémunérer comme tel ? La question reste ouverte. D'autant que d'aucuns pourront légitimement objecter, **comme le fait Louis Maïtrier** : pourquoi faire encore payer le contribuable

francophone qui, par définition, n'a aucun besoin de lire en anglais ce qui existe déjà en français ? Et encore : pourquoi traduire les textes en anglais ? C'est aux anglophones à traduire les textes étrangers dans leur langue si ça les intéresse.

Défense de la pluralité contre le nationalisme hexagonal

Marc Humber fait longuement valoir un point de vue opposé que nous restituerons en détail. Il faut certes continuer la construction qui fut initiée à la Renaissance et poursuivie par les lumières, avec nos alliés, avec Descartes et Bacon puis les allemands, du monde universel, de la connaissance scientifique, de la vérité justifiée par notre belle langue. Mais peut-on espérer que pour dialoguer avec le reste du monde, celui-ci apprenne le français comme le fit Leibniz et tant d'autres, pour accéder à notre science et contribuer à l'avancée universelle ?

Le fait est que le français est en train de devenir une langue régionale.

Cette question de l'usage du français est nulle part ailleurs aussi épineuse qu'en France, alors que les langues minoritaires dans ce pays n'ont pas véritable droit de cité et que la France n'a pas encore signé la charte Européenne, pauvre breton, basque etc. Certains prennent le temps pour condamner à juste raison, derrière la défense des langues locales, des communautarismes, bretons ou autre qui mettent en péril la République. Et pourquoi les Africains peuvent ils faire l'effort d'apprendre le français ? L'impérialisme culturel et l'ethnocentrisme ont la vie dure et de bonnes raisons de durer.

Ne faudrait-il pas également interroger notre conception de l'anglais comme péril extérieur ? La défense du français ne coupe-t-elle pas une partie de ceux qui en bénéficient, de l'interaction avec un reste du monde, non francophone, qui prend une place croissante et qui est principalement utilisateur de l'anglais ? Si empêcher la régression francophone extérieure n'est pas possible, la résistance qui s'impose est le plurilinguisme à pratiquer d'abord chez nous et l'incitation des chercheurs qui le peuvent à publier en anglais comme moyen de résister à la perte d'audience. La meilleure des solutions est certainement d'apprendre l'anglais dès la maternelle ou a défaut d'anglais une langue commune.

En clair, le monde n'est pas à souhaiter Hexagonal et il convient d'inciter à publier en anglais pour de bonnes raisons.

En outre, inciter les chercheurs à publier également dans une autre langue ne les oblige pas à travailler dans cette autre langue en permanence, mais à prendre le temps d'écrire les résultats de leurs recherches et de les défendre dans une langue qui les rend accessibles à une communauté plus large, ce que les systèmes actuels de traduction sont bien incapables d'offrir et la belle pensée permise par la langue française n'est lue et discutée que par une communauté qui se restreint comme peau de chagrin.

Aujourd'hui la traduction impose des délais de publication et ne s'intéresse qu'aux textes considérés comme majeurs

et les auteurs français renommés, pour la plupart sont traduits en anglais mais les autres, ordinaires, non. Il y a cependant peut être de bonnes idées non repérées par l'élite dominante française du moment qui, si leurs auteurs publient en anglais, trouveront peut-être une audience. On peut faire l'hypothèse que si plus d'auteurs français avaient été traduits ou s'étaient exprimés aussi en anglais, nous n'aurions peut-être pas la même domination de la pensée économique anglo-saxonne. François Perroux par exemple a été très peu traduit en anglais. Très peu d'économistes français se sont exprimés dans les revues de langue anglaise qui sont les plus lues dans le monde et donc les courants hétérodoxes français sont très peu connus en dehors de l'hexagone et de publics pratiquant le français.

Articulation entre sections A et B : n'obliger ni au français, ni à l'anglais mais refuser la normalisation cognitive

Le débat entre défenseurs de la langue française et partisans de la diversité linguistique (et donc de l'importance de l'anglais comme lingua franca) a permis de déboucher sur le consensus suivant : La meilleure façon de protéger les publications en langue française n'est probablement pas l'obligation (législative ?) d'écrire en français. Et moins encore de celle de ne pas lire et écrire en anglais, langue internationale évidente. Il est juste question de ne pas pénaliser ceux qui écrivent en français, de laisser l'anglais se substituer aux autres langues de culture jusqu'à les éradiquer comme langue de pensée et de savoir.

En d'autres termes, les deux argumentaires présentés *supra* sont tous deux valides en ce qu'ils visent, chacun à leur manière, le maintien et l'établissement d'une communauté de pensée la plus large possible mais ne manquent-ils pas l'essentiel, à savoir les conditions historiques de la montée de l'anglais et, plus spécifiquement, **comme le souligne Françoise Gollain**, le remaniement profond des systèmes d'évaluation institutionnelle des productions intellectuelles dont ni l'objectif ni le résultat ne sont de favoriser une communication vivante et au moins partiellement désintéressée au sein d'une communauté de lecture élargie.

En clair, ce qui doit être débattu est bien le fait que la pression au tout-anglais va de pair avec un gigantesque travail de normalisation cognitive dans le champ universitaire, **conclut Alain Caillé**. On peut montrer que les nouveaux critères d'évaluation de la recherche/des chercheurs et par conséquent à terme l'attribution de crédits n'ont rien à voir avec ce que notre sens commun nous fait considérer comme la qualité d'une publication.

La question centrale qui est posée est celle de l'évaluation et non celle de la langue, **reconnait Marc Humber**, car cette évaluation est certainement à combattre dans sa forme et ses modalités actuelles et tout autant en français ; la focalisation pour x raisons sur la langue ne s'attaque pas à ce problème.

B Critiques des tendances de l'évaluation de la recherche

Les effets normalisateurs de la bibliométrie

Si les systèmes de référencement des publications (dont le principal est une filiale d'un éditeur privé) reconnaissent prioritairement les publications en anglais" n'est-ce pas reléguer dans un rang second ce qui s'écrit en français ? Dans cette hypothèse, pourquoi vouloir s'acharner à écrire dans la langue de second rang plutôt que dans la langue qui assure un meilleur classement, davantage de gloire ? d'argent ? d'amour ?, **conclut Pierre Dumesnil.**

François Vatin fait longuement part de ses inquiétudes sur la mue du système en place sur la base de son expérience : on sait que l'institution académique française, via l'AERES, les sections du CNU, ce qui reste du CNRS est en train de lancer une opération de normalisation généralisée de la recherche à partir de dispositifs qui ont été, depuis de longues années déjà, calibrés pour les disciplines de sciences dures, où la question de la langue est de peu d'importance. Il s'agit de repérer un nombre limité de revues de « qualité internationale », c'est-à-dire pour 90 % de langue anglaise qui, seules, établiront le caractère de « publiant » du chercheur ou de l'enseignant-chercheur. La constitution de ce catalogue de revues par les méthodes d'évaluation du « facteur d'impact » privilégie mécaniquement les revues anglo-saxonnes et celles les plus généralistes. En revanche, les ouvrages sortent du champ de l'évaluation, puisqu'ils ne sont pas évaluables par de telles méthodes.

Il ne faut pas sous-estimer le danger qui guette ici les sciences de l'homme. On voit où passent les lignes de fracture : par exemple, en économie, qui est, pour l'essentiel, passé à ce régime, ce qui a conduit à la mort des livres (on ne trouve dans les librairies en économie que des manuels ou des pamphlets ; plus d'ouvrages de recherche) et entraîne un peu partout dans le monde la disparition de l'histoire de la pensée économique qui ne peut rentrer dans un tel moule ; en linguistique au profit des segments les plus formalistes de la discipline ; en philosophie au profit des logiciens, etc.

En clair, il y a des segments des sciences humaines qui peuvent passer à ce mode de production et d'évaluation scientifique et ce sont les porteurs de ces segments qui, aujourd'hui, promeuvent la généralisation du dispositif, convaincus qu'ils sont, comme le sont les mathématiciens, les physiciens ou les biologistes, que c'est la seule façon de faire de la science et de l'évaluer objectivement. Mais il faut mesurer les conséquences qui vont découler de la généralisation de tels dispositifs pour les Humanités, où l'on s'appuie sur une langue que l'on maîtrise en finesse, mais aussi sur une culture propre, où l'on a besoin de volume pour exprimer ses idées, car il s'agit d'abord de rendre compte d'un contexte, de faits, de données. Or la production de savoir en sociologie ou en histoire ne correspond pas à ce qu'elle est en physique atomique ou en biologie moléculaire, pour rentrer dans le moule exclusif de l'article scientifique dans la revue 4 étoiles américaine. Aucun grand sociologue français du XXe siècle ne pourrait être déclaré « publiant » au vu des critères que l'on entend mettre en place.

Bref, derrière la question de la langue, c'est de bien autre chose aussi qu'il s'agit : la défense de notre métier. Sans doute, on sera vite taxé de ringard, franchouillard, corporatiste à défendre une telle cause, et cela en partie à raison. Mais regardons bien en face l'onde de choc qui se profile, compte-tenu de ce que sont aujourd'hui, pour le meilleur et pour le pire, des sciences humaines et sociales françaises : le prix sera lourd à payer une normalisation internationale de nos fonctionnements éditoriaux. Paradoxalement ce sera ce pourquoi les sciences humaines françaises sont réputées à l'échelle internationale qui sera passé par pertes et profits !

Un outil d'une fiabilité plus que douteuse

Philippe Chanial précise que remplir une fiche pour l'évaluation d'un laboratoire de recherche suppose désormais, pour satisfaire au premier critère, d'indiquer le nombre de contrat de recherche et le budget (peu importe objets, thèmes, problématiques etc.) de chacun, et l'addition de l'ensemble des sommes ainsi récoltées. Le second critère porte sur le nombre d'articles publiés par les membres de l'équipe dans des revues de renom à comité de lecture international d'abord, puis national. Dans cette nouvelle comptabilité, les livres n'existent plus, pas plus que les contributions à des ouvrages collectifs. Il y aura d'ailleurs bientôt, y compris en sociologie, une liste officielle de ces revues. Ce n'est pas là une rumeur ou une prospective. Les experts de sociologie de l'AERES sont actuellement chargés de l'établir.

Que dire encore de l'incitation plus que pressante à utiliser un indicateur bibliométrique appelé H-number (point H) parce qu'il prend de plus en plus d'importance pour les diverses évaluations et classement en tant que critère de sélection. Ce H-number peut-être calculé à partir des bases de données différentes (ISI, &, Google Scholar).

Son calcul a déjà réservé des surprises. Voici, par exemple, celles réservées à **Paul Jorion** : une valeur supérieure accordée à quelques articles publiés dans une revue d'étudiants sur les 25 publiés ensuite dans *L'Homme* en tant que chercheur reconnu ; des articles qui reçoivent de multiples citations impliquant simplement des polémiques mineures, articles importants non pris en compte ; prise en compte de citations croisées entre les propres textes d'un auteur ! Le système n'est donc pas fiable quant à ce qu'il prend en compte et ce qu'il ignore et très facile à tromper.

Pourtant chacun sait qu'un seul article peut avoir plus d'importance que 1000 publications sans importance réelle. La concision et la synthèse sont une des plus grandes valeurs ajoutées scientifiques : elles s'opposent absolument à la multiplication des publications. Un seul livre peut être toujours édité et lu 50 ans après, il ne compte que pour une publication. Sans parler du fait de ne pas tenir compte de la longueur des communications : 3 pages = 30 pages. Sauf si 10 x 3 pages. Cette évaluation purement quantitative est totalement absurde, et antiscientifique.

Le biais de ce système est qu'il ne mesure plus que la notoriété (et encore, mal) mais non la qualité des productions en tant que telles. Ce qui signifie que tous ceux/celles qui sont devenu(e)s des penseurs de notoriété internationale auraient reçu un 'H number' bas en début de carrière alors que leurs premières publications étaient très certainement de bonne qualité ! Et, qu'on le veuille ou non, les deux sont liés : la bibliométrie entraîne mécaniquement la domination de l'anglais ; et la domination de l'anglais comme volapük international favorise une certaine conception de la recherche et de la publication qui apparaît à ses promoteurs d'une évidente naturalité telle que ce n'est même pas la peine d'en discuter.

Les implications du système de peer-review

François Vatin précise l'idée du système d'évaluation qui se met en place : Il s'agit de déléguer aux comités de rédaction des revues la fonction d'évaluation, en partant de l'hypothèse que ceux-ci sont représentatifs de la crème de la communauté scientifique, qu'ils tournent (ce qui est le cas dans les revues scientifiques anglo-saxonnes) et que la variété des revues permet de multiplier les instances d'évaluation. Les commissions qui jugent les personnes sont alors cadrées par une évaluation collective beaucoup plus large et pluraliste. Tout cela n'est pas faux et fonctionne assez bien dans les sciences dures. Mais sa transposition à nos domaines est catastrophique.

On peut observer une multiplication de revues anglophones très spécialisées à comité de lecture (parce que chaque équipe de recherche veut en fonder une pour gagner des points) que pas grand monde ne lit, relativement fermées aux non-universitaires, et qui sont débordées d'offres de publications rédigées trop vite (pour gagner des points). Obligatoirement courts, extrêmement formatés, fortement impersonnels les papiers sont souvent publiés deux ans plus tard ou plus. Productivisme, conformisme qui résulte de ce filtrage et relative médiocrité. Bref, le contraire de ce que propose la Revue du Mauss..., **observe Françoise Gollain**.

Si vous dites quelque chose de nouveau, il y aura toujours quelqu'un pour prendre la mouche et censurer votre article. Si, en revanche, le papier est sur un plan formel conforme en tous points à ce que l'on peut attendre dans une telle revue et qu'il n'y a rien là pour fâcher personne, il passera sans problème.

On peut également être frappé par l'absurdité de l'anonymat : sur des sujets un peu pointus, tout se joue dans un mouchoir de poche et vous avez une chance sur deux pour que votre article soit envoyé à l'autre spécialiste qui n'a aucunement envie que vous publiez vos analyses sur son sujet.

Tout le débat repose par ailleurs sur l'illusion que la plupart des articles publiés sont « peer-reviewed ». Qu'en est-il des textes commandités qui sont acceptés d'office une fois qu'il est livré (le commanditaire étant censé savoir ce qu'il fait au moment où il passe la commande) ? De ceux qui sont postés sur l'Internet sans consulter personne ? **Paul Jorion observe que** l'accès à la plupart des textes se fait aujourd'hui par l'Internet sans qu'on se pose la question du « peer review » et qu'il en sera toujours davantage ainsi. La « mesure » ne reposerait plus alors que sur un système d'évaluation en réalité moribond et en voie d'évacuation définitive : le pragmatisme poussera à l'évaluation par Googlage « ordinaire » (comme le fait Wikipedia pour décider de la pertinence d'un article), Google « Scholar » tombera aux oubliettes. .

François Vatin résume cette situation préoccupante : tout cela est sans doute un excellent instrument pour gérer des carrières, pas pour faire avancer la pensée. Sur ce terrain, comme sur bien d'autres, s'est opérée une inversion des fins et des moyens. En principe, on devrait avoir la séquence : j'ai quelque chose de nouveau à dire, donc je publie ; on juge que c'est important, donc je gagne des points sur le marché universitaire . Or, on exige des professionnels de l'université qu'ils fassent la preuve qu'ils servent à quelque chose, donc qu'ils publient, peu importe quoi. Personne n'est capable d'évaluer dans nos disciplines en temps réel le nouveau , l'important (c'est ici très différent des sciences 'dures'). Donc on certifie le conforme. Que pourrait-on faire d'autre ?

Cette question particulière qui nous préoccupe à juste titre fait aussi partie de la question plus large de ce qui remplace le gouvernement par la gouvernance. L' évaluationite de performance dans les entreprises, dans les administrations (et même des ministres) est fondée sur un culte de la performance au regard de critères a priori, d'indicateurs d'experts de l'évaluation.

On est dans de l'ingénierie sociale. L'esprit d'ingénieur repose sur trois principes :

1. Mieux vaut une mauvaise mesure que pas de mesure du tout.
2. On mesure ce qu'on parvient à mesurer (on peut faire un classement des revues, pas des éditeurs).
3. Il faut chercher une économie de la mesure en stabilisant des cotes qui permettent des mesures dérivées (ici les

articles sont cotés indirectement par la cotation des revues dans lesquelles ils sont publiés, et les universitaires, par celle des articles qu'ils publient).

Se réapproprier l'évaluation/proposition d'un système d'évaluation

Pour Alain Caillé, la seule solution pour aller contre cette mécanique aveugle (et pourtant manipulable) est de revenir à une évaluation directe des textes eux-mêmes et de leurs auteurs, quel que soit leur format éditorial.

François Gauthier souligne également la nécessité d'un système de pointage alternatif.

Telle était la fonction classique de nos commissions (type CNU), mi-élues, mi-nommées, **rappelle François Vatin**. Mais nous savons tous combien ce travail d'évaluation a dû être bâclé pour faire face au traitement en masse des candidats, ce qui a laissé la place à des manipulations diverses. Ce sont elles en effet qui se sont débarrassées de l'évaluation en recourant à la bibliométrie du fait de leur incapacité matérielle d'évaluer les dossiers. On pourrait proposer de les décharger explicitement de cette mission d'évaluation en leur confiant seulement la responsabilité de faire état d'une « réputation ». Bref d'arrêter de faire semblant !

Une autre solution opportune serait que la communauté des pairs reprennent en main le système de la reconnaissance académique, en ajoutant des points de vue neufs et, pourquoi pas, un peu de société civile, **avance Marc Humber** ; peut-être à la manière des grands congrès qui sont organisés chaque année aux Etats-Unis où presque tout le monde peut se rencontrer et qui jouent un rôle de clearing assez intéressant ; autrement dit, le renforcement des communautés scientifiques en essayant de dépasser le communautarisme de leur composition c'est à dire en élargissant, en particulier via l'usage de l'anglais, les débats en sollicitant des avis qui ne s'y expriment normalement pas ; substituer aux systèmes actuels, qui fonctionnent en attribuant une valeur de marché, ceux qui attribuent une valeur sociétale des idées.